

Crna Gora  
VLADA CRNE GORE  
Broj: 07-2847  
Podgorica, 2. oktobra 2017. godine

CRNA GORA SKUPŠTINA CRNE GORE	
PRIMLJENO: 16. X	20. 11. GOD.
KLASIFIKACIONI BROJ: 01-1117-21	
VEZA:	
EPA: 279 XXVI	
SKRAĆENICA:	PRILOG:

PREDSJEDNIKU SKUPŠTINE CRNE GORE

PODGORICA

Vlada Crne Gore, na sjednici od 21. septembra 2017. godine, utvrdila je **PREDLOG ZAKONA O POTVRĐIVANJU METARSKJE KONVENCIJE**, koji Vam u prilogu dostavljamo radi stavljanja u proceduru Skupštine Crne Gore.

Za predstavnike Vlade koji će učestvovati u radu Skupštine i njenih radnih tijela, prilikom razmatranja Predloga ovog zakona, određeni su **DRAGICA SEKULIĆ**, ministarka ekonomije i **BILJANA JAKIĆ**, v. d. generalne direktorice Direktorata za unutrašnje tržište i konkurenciju.

PREDSJEDNIK  
Duško Marković, s. r.

ZAKON O POTVRĐIVANJU METARSKJE KONVENCIJE

Član 1

Potvrđuje se Metarska konvencija, potpisana u Parizu, 20. maja 1875. godine, izmijenjena na Četvrtoj generalnoj konferenciji za tegove i mjere, 17. oktobra 1907. godine, u Parizu i 6. oktobra 1921. godine u Sevru.

Član 2

Tekst Konvencije iz člana 1 ovog zakona u originalu na francuskom jeziku i u prevodu na crnogorski jezik, glasi:

CONVENTION DU MÈTRE

ARTICLE PREMIER (1875)

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir, à frais communs, un *Bureau international des poids et mesures*, scientifique et permanent, dont le siège est à Paris.

ART. 2 (1875)

Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

ART. 3 (1875)

Le Bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un *Comité international des poids et mesures*, placé lui-même sous l'autorité d'une *Conférence générale des poids et mesures*, formée de délégués de tous les Gouvernements contractants.

ART. 4 (1875)

La présidence de la Conférence générale des poids et mesures est attribuée au président en exercice de l'Académie des Sciences de Paris.

ART. 5 (1875)

L'organisation du Bureau, ainsi que la composition et les attributions du Comité international et de la Conférence générale des poids et mesures, sont déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

ART. 6 (1875)

Le Bureau international des poids et mesures est chargé:

1° De toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme;

2° De la conservation des prototypes internationaux;

3° Des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que de celles des thermomètres étalons;

4° De la comparaison des nouveaux prototypes avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences;

5° De l'étalonnage et de la comparaison des règles géodésiques;

6° De la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée, soit par des Gouvernements, soit par des sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

ART. 7 (1921)

Après que le Comité aura procédé au travail de coordination des mesures relatives aux unités électriques, et lorsque la Conférence générale en aura décidé par un vote unanime, le Bureau sera chargé de l'établissement et de la conservation des étalons des unités électriques et de leurs témoins, ainsi que de la comparaison, avec ces étalons, des étalons nationaux ou d'autres étalons de précision.

Le Bureau est chargé, en outre, des déterminations relatives aux constantes physiques dont une connaissance plus exacte peut servir à accroître la précision et à assurer mieux l'uniformité dans les domaines auxquels appartiennent les unités ci-dessus mentionnées (article 6 et 1er alinéa de l'article 7).

Il est chargé, enfin, du travail de coordination des déterminations analogues effectuées dans d'autres instituts.

ART. 8 (1921)

Les prototypes internationaux, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le Bureau ; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

ART. 9 (1875)

Tous les frais d'établissement et d'installation du Bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du Comité, seront couverts par des contributions des États contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

#### ART. 10 (1875)

Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de France, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du Bureau.

#### ART. 11 (1875)

Les Gouvernements qui useraient de la faculté, réservée à tout État, d'accéder à la présente Convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le Comité sur les bases établies à l'article 9, et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du Bureau.

### ARTICLE III (dispositions ajoutées par la Convention de 1921)

*Tout État pourra adhérer à la présente Convention en notifiant son adhésion au Gouvernement français, qui en donnera avis à tous les États participants et au président du Comité international des poids et mesures.*

*Toute accession nouvelle à la Convention du 20 mai 1875 entraînera obligatoirement adhésion à la présente Convention.*

#### ART. 12 (1875)

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

#### ART. 13 (1875)

À l'expiration d'un terme de douze années, la présente Convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement qui userait de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne sera tenu de notifier son intention une année d'avance, et renoncera,

par ce fait, à tous droits de copropriété sur les prototypes internationaux et sur le Bureau.

#### ART. 14 (1875)

La présente Convention sera ratifiée suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque État ; les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut. Elle sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1876.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

### ANNEXE

#### RÈGLEMENT

##### ARTICLE PREMIER (1875)

Le Bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité.

Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

##### ART. 2 (1875)

Le Comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Dans le cas où le Comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera construit un sous sa direction et sur ses plans.

##### ART. 3 (1875)

Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le Bureau comme établissement d'utilité publique.

##### ART. 4 (1875)

Le Comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que : comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareil pour les

déterminations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

#### ART. 5 (1875)

Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400 000 francs.

#### ART. 6 (1921)

1. La dotation annuelle du Bureau international est composée de deux parties : l'une fixe, l'autre complémentaire.
2. La partie fixe est, en principe, de 250 000 francs, mais peut être portée à 300 000 francs par décision unanime du Comité. Elle est à la charge de tous les États et des Colonies autonomes qui ont adhéré à la Convention du Mètre avant la Sixième Conférence générale.
3. La partie complémentaire est formée des contributions des États et des Colonies autonomes qui sont entrés dans la Convention après ladite Conférence générale.
4. Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur, le budget annuel, mais sans dépasser la somme calculée conformément aux stipulations des deux alinéas cidessus. Ce budget est porté, chaque année, dans un Rapport spécial financier, à la connaissance des Gouvernements des Hautes Parties contractantes.
5. Dans le cas où le Comité jugerait nécessaire, soit d'accroître au-delà de 300 000 francs la partie fixe de la dotation annuelle, soit de modifier le calcul des contributions déterminé par l'article 20 du présent Règlement, il devrait en saisir les Gouvernements de façon à leur permettre de donner, en temps utile, les instructions nécessaires à leurs délégués à la Conférence générale suivante, afin que celle-ci puisse délibérer valablement. La décision sera valable seulement dans le cas où aucun des États contractants n'aura exprimé, ou n'exprimera, dans la Conférence, un avis contraire.
6. Si un État est demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution, celle-ci est répartie entre les autres États, au prorata de leurs propres contributions. Les sommes supplémentaires, versées ainsi par les États pour parfaire le montant de la dotation du Bureau, sont considérées

comme une avance faite à l'État retardataire, et leur sont remboursées si celui-ci vient à acquitter ses contributions arriérées.

7. Les avantages et prérogatives conférés par l'adhésion à la Convention du Mètre sont suspendus à l'égard des États déficitaires de trois années.
8. Après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu de la Convention, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du présent Règlement.

#### ART. 7 (1875)

La Conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du Système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le Rapport du Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la Conférence générale, ont lieu par États ; chaque État a droit à une voix. Les membres du Comité international siègent de droit dans les réunions de la Conférence; ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements.

#### ART. 8 (1921)

Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de dix-huit membres appartenant tous à des États différents.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacances, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence ; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

#### ART. 9 (1921)

Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations sont notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité, et le directeur du Bureau, doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres auront été informés de la vacance donnant lieu à un vote.

#### ART. 10 (1921)

Le Comité international dirige tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes et étalons internationaux.

Il peut, enfin, instituer la coopération de spécialistes dans des questions de métrologie, et coordonner les résultats de leurs travaux.

#### ART. 11 (1921)

Le Comité se réunira au moins une fois tous les deux ans.

#### ART. 12 (1921)

Les votes au sein du Comité ont lieu à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié des membres élus qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Le directeur du Bureau a voix délibérative au sein du Comité.

#### ART. 13 (1875)

Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.



Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis.

#### ART. 14 (1875)

Le Comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein ; les élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

#### ART. 15 (1921)

Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus aux articles 6 et 7 de la Convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau. Un prélèvement annuel pourra être effectué, en faveur de la Caisse des retraites, sur le total des taxes perçues par le Bureau.

#### ART. 16 (1875)

Toutes les communications du Comité international avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris.

Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le Comité aura recours au Ministère des Affaires étrangères de France.

#### ART. 17 (1921)

Un règlement, établi par le Comité, fixera l'effectif maximum pour chaque catégorie du personnel du Bureau.

Le directeur et ses adjoints seront nommés au scrutin secret par le Comité international. Leur nomination sera notifiée aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le directeur nommera les autres membres du personnel, dans les limites établies par le règlement mentionné au premier alinéa ci-dessus.

#### ART. 18 (1921)

Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence d'au moins un de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du Bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du Bureau.

#### ART. 19 (1907)

Le directeur du Bureau adressera, à chaque session, au Comité:

1. Un rapport financier sur les comptes des exercices précédents, dont il lui sera, après vérification, donné décharge;
2. Un rapport sur l'état du matériel;
3. Un rapport général sur les travaux accomplis depuis la session précédente.

Le bureau du Comité international adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, un Rapport annuel sur la situation administrative et financière du Service, et contenant la prévision des dépenses de l'exercice suivant, ainsi que le Tableau des parts contributives des États contractants.

Le président du Comité rendra compte, à la Conférence générale, des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière réunion.

Les rapports et les publications du Comité et du Bureau seront rédigés en langue française, et communiqués aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

#### ART. 20 (1921)

1. L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Convention, est établie, pour la partie fixe, sur la base de la dotation indiquée par l'article 6 du présent Règlement, et sur celle de la population ; la contribution normale de chaque État ne peut être inférieure à 5 pour 1

- 000, ni supérieure à 15 pour 100 de la dotation totale, quel que soit le chiffre de la population.
2. Pour établir cette échelle, on détermine d'abord quels sont les États qui se trouvent dans les conditions voulues pour ce minimum et ce maximum; et l'on répartit le reste de la somme contributive entre les autres États, en raison directe du chiffre de leur population.
  3. Les parts contributives ainsi calculées sont valables pour toute la période de temps comprise entre deux Conférences générales consécutives, et ne peuvent être modifiées, dans l'intervalle, que dans les cas suivants:
    - a. Si l'un des États adhérents a laissé passer trois années successives sans faire ses versements;
    - b. Si, au contraire, un État, antérieurement retardataire de plus de trois ans, ayant versé ses contributions arriérées, il y [a] lieu de restituer aux autres Gouvernements les avances faites par eux.
  4. La contribution complémentaire est calculée sur la même base de la population, et est égale à celle que les États anciennement entrés dans la Convention payent dans les mêmes conditions.
  5. Si un État ayant adhéré à la Convention déclare en vouloir étendre le bénéfice à une ou plusieurs de ses Colonies non autonomes, le chiffre de la population desdites Colonies sera ajouté à celui de l'État pour le calcul de l'échelle des contributions.
  6. Lorsqu'une Colonie reconnue autonome désirera adhérer à la Convention, elle sera considérée, en ce qui concerne son entrée dans cette Convention, suivant la décision de la Métropole, soit comme une dépendance de celle-ci, soit comme un État contractant.

#### ART. 21 (1875)

Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les Hautes Parties contractantes d'après l'échelle établie à l'article précédent.

Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des États qui ne participeraient pas à la présente Convention seront réglés par le Comité conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du Règlement.

#### ART. 22 (1875)

Le présent Règlement aura même force et valeur que la Convention à laquelle il est

annexé.

## METARSKA KONVENCIJA

### Član 1 (1875.)

Visoke ugovorne strane se obavezuju da, o zajedničkom trošku, osnuju i održavaju naučni i stalni *Međunarodni biro za tegove i mjere* sa sjedištem u Parizu.

### Član 2 (1875.)

Francuska vlada će preduzeti potrebne mjere kako bi omogućila kupovinu ili, ako je potrebno, izgradnju zgrade posebno namijenjene za tu svrhu, u skladu sa uslovima utvrđenim Pravilnikom koji je priložen uz ovu Konvenciju.

### Član 3 (1875.)

Međunarodni biro djeluje pod isključivim vođstvom i nadzorom *Međunarodnog komiteta za tegove i mjere*, koji se i sam nalazi u nadležnosti *Generalne konferencije za tegove i mjere*, koju sačinjavaju predstavnici vlada svih država ugovornica.

### Član 4 (1875.)

Generalnom konferencijom za tegove i mjere predsjedava aktuelni vršilac dužnosti predsjednik Pariške akademije nauka.

### Član 5 (1875.)

Organizacija Biroa, njegov sastav i nadležnosti Međunarodnog komiteta i Generalne konferencije za tegove i mjere propisani su Pravilnikom koji se nalazi u prilogu ove Konvencije.

### Član 6 (1875.)

Međunarodni biro za tegove i mjere zadužen je za:

1. sva upoređivanja i ovjeravanja novih prototipova metra i kilograma;
2. čuvanje međunarodnih prototipova;
3. periodično upoređivanje državnih etalona sa međunarodnim prototipovima i njihovim referentnim uzorcima kao i sa referentnim termometrima;
4. upoređivanje novih prototipova sa osnovnim etalonima nemetričkih tegova i mjera koji se primjenjuju u različitim zemljama i naukama;

5. kalibraciju i upoređivanje geodetskih mjernih letvi;
6. upoređivanje preciznih etalona i mjerila čije ovjeravanje zatraže vlade ili naučna društva, ili čak umjetnici i naučnici.

#### Član 7 (1921.)

Nakon što Komitet uskladi mjerenja u vezi sa jedinicama električne struje i pošto Generalna konferencija jednoglasno usvoji odluku o tome, Biro će biti zadužen i za uspostavljanje i čuvanje etalona električnih jedinica i njihovih referentnih uzoraka kao i za upoređivanje tih etalona sa državnim etalonima ili drugim preciznim etalonima.

Osim toga, Biro je zadužen i za utvrđivanje fizičkih konstanti čije bolje poznavanje može omogućiti povećanje preciznosti i postizanje veće ujednačenosti u oblasti kojoj gore navedene mjerne jedinice pripadaju (Član 6 i Član 7 stav 1).

I konačno, Biro je zadužen i za koordinaciju sličnih utvrđivanja koja se obavljaju u drugim institutima.

#### Član 8 (1921.)

Međunarodni prototipovi, kao i njihovi referentni uzorci, ostaju pohranjeni u Birou, a pristup spremištu ima isključivo Međunarodni komitet.

#### Član 9 (1875.)

Svi troškovi osnivanja i opremanja Međunarodnog biroa za tegove i mjere, godišnji troškovi održavanja kao i troškovi Komiteta pokrivaju se iz doprinosa država ugovornica, čiji se iznos utvđuje na osnovu trenutnog broja stanovnika.

#### Član 10 (1875.)

Iznosi koji predstavljaju doprinos svake države ugovornice uplaćuju se na početku svake godine preko Ministarstva vanjskih poslova Francuske u Fond za depozite i konsignacije u Parizu (*Caisse des dépôts et consignations*), odakle se, zavisno od potreba, isplaćuju po nalogu direktora Biroa.

#### Član 11 (1875.)

Vlade koje iskoriste mogućnost pristupanja ovoj Konvenciji, koja je na raspolaganju svim državama, dužne su uplatiti doprinos čiji iznos utvđuje Komitet u skladu sa uslovima utvrđenim članom 9, a koji je namijenjen poboljšanju naučne opreme Biroa.

**ČLAN III**  
(odredbe dodate Konvencijom iz 1921. godine)

Svaka država može pristupiti ovoj Konvenciji na način da o svom pristupu obavijesti francusku Vladu koja će o tome obavijestiti sve države učesnice, kao i predsjednika Međunarodnog komiteta za tegove i mjere.

Svako novo pristupanje Konvenciji od 20. maja 1875. godine podrazumijeva obavezno pristupanje važećoj Konvenciji.

**Član 12 (1875.)**

Visoke ugovorne strane zadržavaju pravo da u ovu Konvenciju unesu izmjene koje su jednoglasno usvojile, a koje su se kroz praksu pokazale potrebnim.

**Član 13 (1875.)**

Istekom perioda od dvanaest godina ovu Konvenciju može otkazati bilo koja od visokih ugovornih strana.

Vlada koja iskoristi pravo da otkáže ovu Konvenciju obavezna je da o svojoj namjeri izda obavještenje godinu dana unaprijed, čime se odriče svih suvlasničkih prava na međunarodne prototipove i na Biro.

**Član 14 (1875.)**

Ova Konvencija se ratifikuje u skladu sa ustavnim zakonom svake pojedinačne države. Ratifikacije Konvencije će se razmijeniti u Parizu u roku od šest mjeseci ili ukoliko je moguće, i ranije. Konvencija će stupiti na snagu 1. januara 1876. godine.

U potvrdu navedenog, punomoćnici država ugovornica potpisuju i svojim pečatom ovjeravaju ovu Konvenciju.

**ANEKS**

**PRAVILNIK**

**ČLAN 1 (1875.)**

Međunarodni biro za tegove i mjere će biti smješten u posebnoj zgradi koja posjeduje sve uslove za mir i stabilnost.

Osim prostora prilagođenog za čuvanje prototipova, u njoj se nalaze: sale za postavljanje komparatora i vaga, laboratorija, biblioteka, arhiva, radni kabineti za službenike kao i prostorije za smještaj čuvara i servisnog osoblja.

#### Član 2 (1875.)

Međunarodni komitet zadužen je za kupovinu zgrade i sticanje vlasništva nad njom kao i za organizovanje službi za koje je namijenjena.

Ukoliko Komitet ne uspije da kupi odgovarajuću zgradu, ona će biti izgradjena pod njegovim nadzorom i prema njegovim planovima.

#### Član 3 (1875.)

Francuska vlada će, na zahtjev Međunarodnog komiteta, preduzeti sve potrebne mjere kako bi Biro bio priznat kao ustanova od javnog značaja.

#### Član 4 (1875.)

Međunarodni komitet će naručiti izradu potrebnih instrumenata kao što su: komparatori za etalone sa označenim crticama i etalone sa ivicama, uređaji za određivanje koeficijenta volumenskog širenja, vage za vaganje u vazduhu i vakuumu, komparatori za geodetske mjerne letve itd.

#### Član 5 (1875.)

Troškovi kupovine ili izgradnje zgrade, zajedno sa troškovima postavljanja i nabavke instrumenata i uređaja, ne smiju prelaziti ukupan iznos od 400.000 franaka.

#### Član 6 (1921.)

1. Godišnja dotacija Međunarodnom birou se sastoji od dva dijela: fiksnog i dopunskog.
2. Fiksni dio koji u principu iznosi 250.000 franaka, Komitet može jednoglasnom odlukom povećati i do iznosa od 300.000 franaka. Fiksni dio plaćaju sve države i samostalne kolonije koje su pristupile Metarskoj konvenciji prije Šeste generalne konferencije.
3. Dopunski dio sastoji se od doprinosa država i samostalnih kolonija koje su pristupile Konvenciji nakon navedene Generalne konferencije.
4. Komitet je dužan da na predlog direktora donese godišnji budžet, pri čemu treba voditi računa o tome da on ne pređe iznos izračunat u skladu sa

odredbama dva prethodna stava. Budžet se svake godine dostavlja na uvid vladama visokih ugovornih strana u vidu posebnog finansijskog izvještaja.

5. Ukoliko Komitet ocijeni potrebnim, bilo da poveća iznos fiksnog dijela godišnje dotacije na iznos preko 300.000 franaka, bilo da izmijeni način izračunavanja doprinosa iz člana 20 ovog Pravilnika, o tome mora obavijestiti vlade država ugovornica, na način koji će ovim državama omogućiti da blagovremeno daju instrukcije svojim zastupnicima, kako bi na sljedećoj Generalnoj konferenciji donesene odluke bile punovažne. Odluka će biti važeća jedino u slučaju da nijedna od ugovornih država tokom Konferencije ne bude protiv.

6. Ukoliko neka država u periodu od tri godine ne plati svoj doprinos, taj iznos će podijeliti ostale države srazmjerno njihovim doprinosima. Dopunski iznosi koje ostale države u tom slučaju uplate kako bi nadoknadile dotaciju za Biro smatraju se avansnom uplatom za državu koja kasni sa uplatama, koja će članicama biti vraćena ako ta država podmiri svoje zaostale doprinose.

7. Države koje tri godine ne ispunjavaju obavezu plaćanja doprinosa gube prednosti i povlastice koje se ostvaruju pristupanjem Konvenciji o metru.

8. Nakon isteka narednog perioda od tri godine, država koja i dalje ne ispunjava obavezu plaćanja doprinosa se isključuje iz Konvencije, a visina doprinosa se ponovo izračunava u skladu sa odredbama člana 20 ovog Pravilnika.

#### Član 7 (1875.)

Generalna konferencija pomenuta u Članu 3 ove Konvencije održava se u Parizu najmanje jednom u šest godina, na poziv Međunarodnog komiteta.

Njen zadatak je razmatranje i podsticanje mjera potrebnih za širenje i usavršavanje metričkog sistema kao i potvrđivanje novih fundamentalnih metroloških odluka donesenih u periodu između sastanaka. Generalnoj konferenciji se podnosi izvještaj Međunarodnog komiteta o obavljenim poslovima i rezultatima tajnog glasanja za reizbor polovine ukupnog broja članova Međunarodnog komiteta.

Na Generalnoj konferenciji glasaju države od kojih svaka ima po jedan glas.

Članovi Međunarodnog komiteta imaju pravo učešća na sjednicama Konferencije; istovremeno mogu zastupati vlade svojih država.

#### Član 8 (1921.)



Međunarodni komitet pomenut u Članu 3 Konvencije čini osamnaest članova od kojih svi dolaze iz različitih država.

Prilikom reizbora polovine članova Međunarodnog komiteta prvo će biti zamijenjeni članovi koji su bili privremeno izabrani prilikom eventualnog popunjavanja slobodnih mjesta u periodu između dvije sjednice Konferencije, a ostali članovi se biraju žrijebom.

Članovi koji su zamijenjeni mogu biti ponovo izabrani.

#### Član 9 (1921.)

Međunarodni komitet se konstituiše izborom predsjednika i sekretara, putem internog tajnog glasanja. O navedenim imenovanjima obavještavaju se vlade visokih ugovornih strana.

Predsjednik i sekretar Komiteta kao i direktor Biroa moraju biti iz različitih zemalja.

Nakon uspostavljanja, Komiteta može organizovati nove izbore ili imenovanja tek po isteku roka od tri mjeseca nakon što su svi članovi obaviješteni o slobodnim mjestima za koje se organizuju izbori.

#### Član 10 (1921.)

Međunarodni komitet upravlja svim metrološkim poslovima koje visoke ugovorne strane odluče da zajednički obavljaju.

Komitet je takodje zadužen da nadgleda čuvanje prototipova i međunarodnih etalona.

I na kraju, Komitet može uspostavljati saradnju stručnjaka u oblasti metrologije i koordinirati rezultatima njihovog rada.

#### Član 11 (1921.)

Komitet se sastaje najmanje jednom u dvije godine.

#### Član 12 (1921.)

Komiteet odlučuje većinom glasova. U slučaju neriješenog rezultata, odlučujući je glas predsjednika. Odluke su važeće jedino ukoliko je prisutna najmanje polovina od ukupnog broja izabranih članova u sastavu Komiteta.

Pod navedenim uslovima, odsutni članovi imaju pravo da prenesu svoje glasove na prisutne članove koji moraju pokazati dokaz o tom ovlašćenju. Isto važi i za imenovanje na tajnom glasanju.

Direktor Biroa ima pravo glasa u Komitetu.

#### Član 13 (1875.)

U periodu između sjednica, Komitet može raspravljati putem prepiske.

U tom slučaju, da bi donesena odluka bila važeća, od svih članova Komiteta se mora tražiti da daju svoje mišljenje.

#### Član 14 (1875.)

Eventualna slobodna mjesta u Međunarodnom komitetu za tegove i mjere popunjavaju se na određeno vrijeme, a izbori u kojima učestvuju svi članovi Komiteta sprovode se pismenim putem.

#### Član 15 (1921.)

Međunarodni komitet će sačiniti detaljan pravilnik o organizaciji i radu Biroa koji će definisati visinu takse za vanredne poslove predviđene članovima 6 i 7 Konvencije.

Te takse su namijenjene za usavršavanje naučne opreme Biroa. Od ukupnog iznosa takse koju Biro naplati može se uplatiti godišnji doprinos penzionom fondu.

#### Član 16 (1875.)

Komunikacija Međunarodnog komiteta sa vladama visokih ugovornih strana obavljaće se preko njihovih diplomatskih predstavnika u Parizu.

Za sve poslove u nadležnosti francuske uprave, Komitet će se obratiti Ministarstvu vanjskih poslova Francuske.

#### Član 17 (1921.)

Pravilnikom koji će donijeti Komitet utvrdiće se maksimalan broj zaposlenih za svaku kategoriju zaposlenih u Birou.

Međunarodni komitet će tajnim glasanjem izabrati direktora i njegove pomoćnike, a o njihovom imenovanju će obavijestiti vlade visokih ugovornih strana.

Direktor će imenovati druge članove osoblja u granicama utvrđenim u stavu 1 ovog člana Pravilnika.

#### Član 18 (1921.)

Direktor Biroa ima pravo da pristupa depou međunarodnih prototipova isključivo na osnovu odluke Komiteta i u prisustvu makar jednog njegovog člana.

Mjesto na kome se čuvaju prototipovi se može otvoriti jedino pomoću tri ključa od kojih se jedan nalazi u posjedu direktora Arhiva Francuske, drugi je u posjedu predsjednika Komiteta, a treći u posjedu direktora Biroa.

Za redovne poslove Biroa vezane za upoređivanje upotrebljavaće se samo etaloni u kategoriji državnih prototipova.

#### Član 19 (1907.)

Na svakoj sjednici Komiteta direktor Biroa podnosi:

1. finansijski izvještaj o rezultatima poslovanja za prethodne godine, koji se nakon provjere usvaja;
2. izvještaj o stanju opreme;
3. opšti izvještaj o poslovima obavljenim od posljednje sjednice.

Biro Međunarodnog komiteta, sa svoje strane, upućuje vladama visokih ugovornih strana godišnji izvještaj o finansijskoj i administrativnoj situaciji u Birou, u kome se navode troškovi predviđeni za narednu poslovnu godinu kao i tabela doprinosa po državama ugovornicama.

Predsjednik Komiteta na Generalnoj konferenciji podnosi izvještaj o poslovima koji su obavljani od njene posljednje sjednice.

Izvještaj i publikacije Komiteta i Biroa sastavljaju se na francuskom jeziku i dostavljaju vladama visokih ugovornih strana.

#### Član 20 (1921.)

1. Raspon iznosa fiksnog dijela doprinosa iz člana 9 Konvencije utvrđuje se na osnovu iznosa dotacije iz člana 6 ovog Pravilnika i broja stanovnika, a redovni doprinos svake pojedinačne države ne može

- iznositi manje od 5 ‰ ni više od 15 ‰ ukupne dotacije bez obzira na broj stanovnika.
2. Da bi se odredio raspon najprije treba utvrditi koje države ispunjavaju uslove za primjenu minimalnog, a koje za primjenu maksimalnog iznosa, dok se preostali iznos doprinosa raspodjeljuje među ostalim državama, direktno proporcionalno njihovom broju stanovnika<sup>1</sup>.
  3. Tako izračunati doprinosi primjenjuju se na ukupni period između dvije uzastopne Generalne konferencije, a mogu se izmijeniti isključivo u sljedećim slučajevima:
    - a. ukoliko država ugovornica tokom tri godine nije uplaćivala doprinose,
    - b. ukoliko, suprotno gore navedenom, država koja je više od tri godine kasnila sa uplatama uplati svoje zakašnjele doprinose, tada se državama ugovornicama vraća avans koji su one plaćale za tu državu.
  4. Iznos dopunskog doprinosa takođe se izračunava na osnovu broja stanovnika a jednak je iznosu doprinosa koji bi države koje su ranije postale ugovornice Konvencije plaćale pod istim uslovima.
  5. Ukoliko država koja je pristupila Konvenciji izjavi da želi da proširi primjenu Konvencije na jednu ili više svojih zavisnih kolonija, broj stanovnika navedene kolonije se dodaje broju stanovnika države kako bi se izračunao iznos doprinosa.
  6. Ukoliko kolonija kojoj je priznata autonomija želi da pristupi Konvenciji, shodno odluci matične države, ona može pristupiti Konvenciji ili pod okriljem matične države ili kao samostalna država ugovornica.

#### Član 21 (1875.)

Troškove izrade međunarodnih prototipova, etalona i pratećih referentnih uzoraka snose visoke ugovorne strane i to proporcionalno, u skladu sa prethodnim članom.

Troškove upoređivanja i ovjeravanja etalona na zahtjev država koje nijesu potpisnice ove konvencije određuje Komitet proporcionalno taksama utvrđenim Članom 15 Pravilnika.

#### Član 22 (1875.)

Ovaj Pravilnik ima istu pravnu snagu i vrijednost kao i Konvencija u čijem se prilogu nalazi.

### Član 3

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u „Službenom listu Crne Gore – Međunarodni ugovori“.

## OBRAZLOŽENJE

### I USTAVNI OSNOV ZA DONOŠENJE ZAKONA

Članom 82 stav 1 tačka 17 Ustava Crne Gore propisano je da Skupština Crne Gore ima nadležnost potvrđivanja međunarodnih ugovora što ujedno predstavlja Ustavni osnov za donošenje Zakona o potvrđivanju Metarske konvencije. Članom 16 stav 1 tačka 5, između ostalog je određeno da se zakonom u skladu s Ustavom uređuju druga pitanja od interesa za Crnu Goru.

### II OCJENA STANJA MEĐUNRODNIH ODNOSA I CILJ DONOŠENJA ZAKONA

Zakonom o metrologiji („Službeni list CG“, broj 79/08) definisano je da metrologija obuhvata obezbjeđivanje tačnih i usklađenih mjerila i mjernih jedinica sa međunarodno utvrđenim mjerilima i Međunarodnim sistemom jedinica, sljedivosti državnih etalona do međunarodnih i jedinstvenog mjerenja u Crnoj Gori.

Zavod za metrologiju, koji je osnovala Vlada Crne Gore 14. septembra 2006. godine, uspostavlja, održava i razvija jedinstveni nacionalni metrološki sistem u Crnoj Gori i doprinosi stvaranju tehničkih preduslova za pristup na međunarodno tržište roba i usluga. Takođe, Zavod za metrologiju predstavlja Crnu Goru u međunarodnim i regionalnim metrološkim organizacijama iz oblasti metrologije, kao i kontrole predmeta od dragocjenih metala.

U Parizu je 20. maja 1875. godine održana diplomatska konferencija o metru, gdje je 17 država potpisalo diplomatski ugovor pod nazivom Metarska konvencija (Convention du Mètre). Konvencijom je ustanovljen Međunarodni biro za tegove i mjere (BIPM - Bureau International des Poids et Mesures), pod nadležnošću Generalne konferencije za tegove i mjere (Conférence Générale des Poids et Mesures - CGPM) i nadzorom Međunarodnog komiteta za tegove i mjere (Comité International des Poids et Mesures,

CIPM). Ustanovljena organizaciona struktura BIPM-a, kao međuvladina organizacija, omogućava zemljama članicama da djeluju u vezi pitanja iz oblasti metrologije. BIPM ima za zadatak da obezbijedi svjetsko jedinstvo mjera, da uspostavlja i čuva međunarodne etalone, da vrši poređenja nacionalnih i međunarodnih etalona, da osigurava koordinaciju u metodama mjerenja i da vrši i koordinira istraživanja u vezi sa fizičkim konstantama koje imaju udjela u ostvarivanju etalona.

U cilju obezbjeđenja jedinstvenog sistema mjernih jedinica u svijetu usvojena je jedinica dužine – metar i jedinica mase – kilogram, osnovan je Međunarodni biro za tegove i mjere (BIPM). Metarska konvencija je izmijenjena 1921. godine. Predstavnici vlada država članica sastaju se svake četvrte godine na Generalnoj konferenciji za tegove i mjere (CGPM), na kojoj razmatraju aktivnosti koje vrše nacionalni metrološki instituti i BIPM, donose preporuke koje se odnose na nove fundamentalne metrološke odrednice, a analiziraju i ostala pitanja koja su važna za funkcionisanje BIPM-a. CGPM bira do 18 predstavnika za Međunarodni komitet za tegove i mjere (CIPM), koji se sastaje jednom godišnje. CIPM nadgleda rad BIPM-a u ime CGPM i saraduje sa drugim međunarodnim metrološkim organizacijama. CIPM podržava 10 konsultativnih odbora.

Kao Nacionalni metrološki institut u Crnoj Gori, Zavod za metrologiju je postao pridruženi član Generalne konferencije za tegove i mjere (CGPM) 1. avgusta 2011. godine, a 19. oktobra 2011. godine je potpisao CIPM MRA, Aranžman o međusobnom priznavanju nacionalnih etalona i uvjerenja o kalibraciji i mjerenju koja izdaju Nacionalni metrološki instituti.

Potvrđivanjem Metarske konvencije odnosno punopravnim članstvom u BIPM, Crnoj Gori bi bilo omogućeno direktno i besplatno uspostavljanje sljedivosti u oblasti mase, električnih veličina, vremena i frekvencije, kao i jonizujućeg značenja, što bi dodatno garantovalo kvalitet usluga koje pruža Zavod za metrologiju. Kao punopravni član BIPM-a Crna Gora će uzeti i učešće u donošenju odluka na najvišem nivou u oblasti metrologije, što će doprinjeti jačanju svjetskog mjernog sistema.

### **III OSNOVNA PITANJA KOJA SE UREĐUJU MEĐUNARODNIM UGOVOROM**

Zadatak BIPM-a je da obezbijedi svjetsko jedinstvo mjera, odnosno da uspostavlja i čuva međunarodne etalone, da vrši poređenja nacionalnih i međunarodnih etalona, da osigurava koordinaciju metoda mjerenja i etaloniranja, da vrši i koordinira istraživanja u vezi sa fizičkim konstantama koje imaju udjela u praktičnoj realizaciji etalona. Otuda je punopravno članstvo u BIPM-u veoma važno, posebno ako se zna da je neophodno stalno povećanje tačnosti, opsega i raznovrsnosti etalona kojima se praktično realizuje jedinica mjere, kao i demonstriranje ekvivalentnosti etalona koje realizuju pojedinačne države svijeta kao svoje nacionalne etalone.

Kao Nacionalni metrološki institut u Crnoj Gori, Zavod za metrologiju je postao pridruženi član Generalne konferencije za tegove i mjere (CGPM) 1. avgusta 2011. godine, a 19. oktobra 2011. godine je potpisao CIPM MRA, Aranžman o međusobnom priznavanju

nacionalnih etalona i uvjerenja o kalibraciji i mjerenju koja izdaju Nacionalni metrološki instituti.

Crna Gora bi pristupanjem Metarskoj konvenciji, preuzela obaveze da usavršava Međunarodni sistem jedinica (SI) i unaprjeđuje način njihove upotrebe, da ostvaruje nacionalne etalone i obezbijedi ekvivalentnost etalona koje ostvaruje i da periodično poredi svoje etalone sa međunarodnim etalonima. Poređenjem naših etalona sa međunarodnim, obezbjeđuje se sljedivost mjerenja u našoj zemlji sa svjetskim jedinstvom mjera. S toga, Aranžman o međusobnom priznavanju CIPM MRA, osim naučnog dobija izuzetan ekonomski značaj za obezbjeđivanje slobodnog protoka roba.

#### **IV PROCJENA FINANSIJSKIH SREDSTAVA POTREBNA ZA SPROVOĐENJE ZAKONA**

Ne postoji potreba usaglašavanja nacionalnih propisa sa konvencijom koja se potvrđuje.

#### **V POTREBA USAGLAŠAVANJA PROPISA SA KONVENCIJOM**

Nakon pristupanja, Crna Gora će morati da ispunjava sve svoje obaveze predviđene Metarskom konvencijom, uključujući i plaćanje doprinosa. Tokom prve godine, država pristupnica mora platiti dvije vrste finansijskih doprinosa: (a) godišnja članarina; i (b) naknada za pristupanje (u iznosu prve godišnje članarine). Za 2017. godinu, godišnja članarina za Crnu Goru kao državu članicu bila bi 56 306.00 eura, te bi ukupan iznos za dva doprinosa za članstvo bio 112 612.00 eura. Međutim, Rezolucijom 5 iz 2007. godine, odlučeno je da pridružena članica koja pristupa Metarskoj konvenciji plati naknadu za pristupanje umanjenu za iznos članarine plaćene za vrijeme pridruženog članstva CGPM-u, za period od maksimum pet godina pridruženog članstva. Crna Gora je kao pridružena članica, uplatila sredstva u iznosu od 52 653.00€, a u novembru 2016. godine, uplaćena su sredstva za pridruženo članstvo za 2017. godinu, u iznosu od 11 955.00 €, što znači da ukupan iznos uplaćenih sredstva iznosi 64 608.00€. Dakle, ukupan iznos za punopravno članstvo u 2017. godini je 48 004.00€ a sredstva u iznosu od 50 000.00 € su obezbijeđena u budžetu Zavoda za metrologiju.

Ukoliko bi Crna Gora ostala u statusu pridruženog člana BIPM-a, članarina za pridruženo članstvo Crne Gore povećavaće se progresivno i nepovratno svake godine u roku od pet godina, do dostizanja iznosa od 90% godišnje članarine koje bi Crna Gora platila kao država članica Metarske konvencije.



Crna Gora

Organ državne uprave nadležan za oblast na koju se propis odnosi/donosilac akta

Ministarstvo ekonomije

<b>Naziv propisa</b>	<b>Zakon o potvrđivanju Metarske konvencije</b>	
<b>Klasifikacija propisa po oblastima i podoblastima uređivanja</b>	<b>oblast</b>	<b>podoblast</b>
	XVII Tržište ugostiteljstvo i turizam	3. Mjerne jedinice i mjerila (propisi o metrologiji, kontroli predmeta od dragocjenih metala i sl.)
<b>Klasifikacija propisa po pregovaračkim poglavljima i podpoglavljima prava Evropske unije</b>	<b>poglavlje</b>	<b>podpoglavlje</b>
	01. Slobodno kretanje roba	01.10.12 Metrologija [13.30.12]
<b>Ključni termini - eurovok deskriptori</b>	- Metarska konvencija - kalibracija	





CRNA GORA  
MINISTARSTVO FINANSIJA

Crna Gora  
МИНИСТАРСТВО ЕКОНОМИЈЕ  
ПОДГОРИЦА

Примљено:	04.09.2017		
Орг. јед.	Број	Прилог	Вриједност
330	-12	/	2017-9

Broj: 02-03-12765/1

Podgorica, 28. avgust 2017. godine

МИНИСТАРСТВО ЕКОНОМИЈЕ  
- n/r ministarke, gospođe Dragice Sekulić -

Poštovana gospođo Sekulić,

Povodom *Predloga zakona o potvrđivanju Metarske konvencije*, Ministarstvo finansija daje sljedeće

МИШЛЈЕНЈЕ

Na tekst *Predloga zakona* i pripremljeni Izveštaj o sprovedenoj analizi procjene uticaja propisa, sa aspekta implikacija na poslovni ambijent, nemamo primjedbi.

Na osnovu uvida u dostavljeni tekst i Izveštaj o sprovedenoj analizi procjene uticaja propisa, u dijelu procjene fiskalnog uticaja, utvrđeno je da će nakon pristupanja Metarskoj konvenciji, Crna Gora morati da ispunjava sve svoje obaveze predviđene konvencijom, uključujući i plaćanje doprinosa. Tokom prve godine, država pristupnica mora platiti dvije vrste finansijskih doprinosa: (a) godišnja članarina; i (b) naknada za pristupanje (u iznosu prve godišnje članarine). Za 2017. godinu, godišnja članarina za Crnu Goru kao državu članicu bila bi 56.306,00 €, te bi ukupan iznos za dva doprinosa za članstvo bio 112.612,00 €. Međutim, Rezolucijom 5 iz 2007. godine, odlučeno je da pridružena članica koja pristupa Metarskoj konvenciji plati naknadu za pristupanje umanjenu za iznos članarine plaćene za vrijeme pridruženog članstva CGPM-u, za period od maksimum pet godina pridruženog članstva. Crna Gora je kao pridružena članica, uplatila sredstva u iznosu od 52.653,00 €, a u novembru 2016. godine, uplaćena su sredstva za pridruženo članstvo za 2017. godinu, u iznosu od 11.955,00 €, što znači da ukupan iznos uplaćenih sredstva iznosi 64.608,00 €.

Dakle, ukupan iznos za punopravno članstvo u 2017. godini je 48.004,00 €, a sredstva u iznosu od 50.000,00 € su obezbijeđena u budžetu Zavoda za metrologiju na izdatku 4195 – Kontribucije za članstvo u domaćim međunarodnim organizacijama.

Shodno navedenom, Ministarstvo finansija daje saglasnost na *Predlog zakona o potvrđivanju Metarske konvencije*, dok će sredstva neophodna za učešće u aktivnostima koje proizilaze iz pristupanja Metarskoj konvenciji, biti obezbijeđena u okviru sredstava opredijeljenih Zavodu za metrologiju godišnjim Zakonom o budžetu.

S poštovanjem,

MINISTAR

Darko Radunović

81000 Podgorica, ul. Stanka Dragojevića br. 2  
tel: +382 20 242 835; fax: +382 20 224 450; e-mail: m



IZVJEŠTAJ O SPROVEDENOJ ANALIZI PROCJENE UTICAJA PROPISA	
PREDLAGAČ PROPISA	Ministarstvo ekonomije
NAZIV PROPISA	Predlog zakona o potvrđivanju Metarske konvencije
<p><b>1. Definisanje problema</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Koje probleme treba da riješi predloženi akt?</li> <li>- Koji su uzroci problema?</li> <li>- Koje su posljedice problema?</li> <li>- Koji su subjekti oštećeni, na koji način i u kojoj mjeri?</li> <li>- Kako bi problem evoluirao bez promjene propisa ("status quo" opcija)?</li> </ul> <p>Zavod za metrologiju uspostavlja, održava i razvija jedinstveni nacionalni metrološki sistem u Crnoj Gori i doprinosi stvaranju tehničkih preduslova za pristup na međunarodno tržište roba i usluga. Zavod vrši poslove koji se odnose na obezbjeđenje primjene zakonskih mjernih jedinica. U Crnoj Gori se primjenjuju zakonske mjerne jedinice koje su utvrđene Međunarodnim sistemom jedinica (SI sistemom). Navedeni sistem je uspostavljen 1960. godine, a prethodili su mu sistemi zasnovani na francuskim mjerama.</p> <p>Poznato je da su se vjekovima koristile različite mjere u različitim državama što je otežavalo trgovinske odnose. Predstavnici vlada 17 država 20. maja 1875. godine, potpisali su u Parizu ugovor pod nazivom „Metarska konvencija“ u cilju obezbjeđenja jedinstvenog sistema mjernih jedinica u svijetu. Usvojena je jedinica dužine – metar i jedinica mase – kilogram, osnovan je Međunarodni biro za tegove i mjere (BIPM) sa sjedištem u Sevru kraj Pariza. Metarska konvencija je izmijenjena 1921. godine. Predstavnici vlada država članica sastaju se svake četvrte godine na Generalnoj konferenciji za tegove i mjere (CGPM), na kojoj razmatraju aktivnosti koje vrše nacionalni metrološki instituti i BIPM, donose preporuke koje se odnose na nove fundamentalne metrološke odrednice, a analiziraju i ostala pitanja koja su važna za funkcionisanje BIPM-a. CGPM bira do 18 predstavnika za Međunarodni komitet za tegove i mjere (CIPM), koji se sastaje jednom godišnje. CIPM nadgleda rad BIPM-a u ime CGPM i saraduje sa drugim međunarodnim metrološkim organizacijama. CIPM podržava 10 konsultativnih odbora.</p> <p>Zadatak BIPM-a je da obezbijedi svjetsko jedinstvo mjera, odnosno da uspostavlja i čuva međunarodne etalone, da vrši poređenja nacionalnih i međunarodnih etalona, da osigurava koordinaciju metoda mjerenja i etaloniiranja, da vrši i koordinira istraživanja u vezi sa fizičkim konstantama koje imaju udjela u praktičnoj realizaciji etalona. Otuda je punopravno članstvo u BIPM-u veoma važno, posebno ako se zna da je neophodno stalno povećanje tačnosti, opsega i raznovrsnosti etalona kojima se praktično realizuje jedinica mjere, kao i demonstriranje ekvivalentnosti etalona koje realizuju pojedinačne države svijeta kao svoje nacionalne etalone.</p>	
<p><b>2. Ciljevi</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Koji ciljevi se postizu predloženim propisom?</li> <li>- Navedi usklađenost ovih ciljeva sa postojećim strategijama ili programima Vlade, ako je primjenljivo.</li> </ul> <p>Rastuća potreba za metrologijom posebno u oblastima kao što su: globalne klimatske promjene; mjerenja za medicinsku dijagnostiku i liječenja; sudskoj medicini i mjerenjima u vezi sa bezbjednošću hrane, dovela je do jačanja saradnje između Nacionalnih metroloških insituta i značaja Aranzmana o međusobnom priznavanju (CIPM MRA) u cilju smanjenja tehničkih prepreka trgovini.</p>	

Pristupanje Metarskoj konvenciji bi doprinijelo obezbjeđivanju sljedivosti pouzdanih i tačnih mjerenja do nacionalnih etalona ostvarenih u skladu sa definicijama, koje utvrđuje Generalna konferencija za tegove i mjere (CGPM), što bi na horizontalnom nivou proizvelo povjerenje u kvalitet rezultata mjerenja.

Crna Gora bi pristupanjem Metarskoj konvenciji, preuzela obaveze da usavršava Međunarodni sistem jedinica (SI) i unaprjeđuje način njihove upotrebe, da ostvaruje nacionalne etalone i obezbijedi ekvivalentnost etalona koje ostvaruje i da periodično poredi svoje etalone sa međunarodnim etalonima. Poređenjem naših etalona sa međunarodnim, obezbjeđuje se sljedivost mjerenja u našoj zemlji sa svjetskim jedinstvom mjera. S toga, Aranžman o međusobnom priznavanju CIPM MRA, osim naučnog dobija izuzetan ekonomski značaj za obezbjeđivanje slobodnog protoka roba.

U okviru pripreme pregovora o pristupanju Crne Gore Evropskoj uniji za oblast Sloboda kretanja robe (pregovaračko poglavlje 1) izrađena je Strategija Crne Gore za primjenu pravne tekovine u oblasti slobode kretanja robe 2014 – 2018, koju je Vlada Crne Gore usvojila oktobra 2014. godine i Strategija za razvoj metrologije u Crnoj Gori 2016-2018, koju je Vlada Crne Gore usvojila januara 2016. godine. Ključni prioriteti Strategije Crne Gore za primjenu pravne tekovine u oblasti slobode kretanja robe 2014 – 2018 se odnose na usklađivanje opštih principa sa pravnom tekovinom Evropske unije, definisanje prioriteta u predmetnoj oblasti koja je utvrđena članovima 34 – 36 Ugovora o funkcionisanju Evropske unije, dok Strategija za razvoj metrologije u Crnoj Gori obuhvata više detalja po svim aspektima, sa dinamikom realizacije neophodne za razvoj i unapređenje metrologije u Crnoj Gori do kraja 2018. godine.

### 3. Opcije

Koje su moguće opcije za ispunjavanje ciljeva i rješavanje problema? (uvijek treba razmatrati "status quo" opciju i preporučljivo je uključiti i neregulatornu opciju, osim ako postoji obaveza donošenja predloženog propisa).  
- Obrazložiti preferiranu opciju?

Ispunjavanje sljedećih ciljeva:

- uspostavljanje nivoa jednakosti nacionalnih etalona koje održavaju nacionalni metrološki instituti;
- obezbjeđenje međusobnog priznavanja uvjerenja o kalibraciji i mjerenju koja sprovode nacionalni metrološki instituti;
- obezbjeđenje vladama i drugim institucijama, sigurnih tehničkih osnova za šire sporazume koji se odnose na međunarodnu trgovinu, finansije i zakonodavne poslove, ostvariće se kroz donošenje propisa kojim se potvrđuje Metarska konvencija.

"Status quo" za rješenje ovog problema ne može se uzeti kao prihvatljiva opcija.

### 4. Analiza uticaja

Na koga će i kako će najvjerovatnije uticati rješenja u propisu - nabrojati pozitivne i negativne uticaje, direktne i indirektne.

- Koje troškove će primjena propisa izazvati građanima i privredi (naročito malim i srednjim preduzećima).

- Da li pozitivne posljedice donošenja propisa opravdavaju troškove koje će on stvoriti.

- Da li se propisom podržava stvaranje novih privrednih subjekata na tržištu i tržišna konkurencija.

- Uključiti procjenu administrativnih opterećenja i biznis barijera.

Kao Nacionalni metrološki institut u Crnoj Gori, Zavod za metrologiju je postao pridruženi član Generalne konferencije za tegove i mjere (CGPM) 1. avgusta 2011. godine, a 19. oktobra 2011. godine je potpisan CIPM MRA, Aranžman o međusobnom priznavanju nacionalnih etalona i uvjerenja o kalibraciji i mjerenju koja izdaju Nacionalni metrološki instituti.

Nakon dobijanja statusa pridruženog člana CGPM-a, Crna Gora je započela učešće u aktivnostima Međunarodnog biroa za tegove i mjere (BIPM). Zahvaljujući ovom statusu, Crna Gora je ostvarila

tehničke i ekonomske dobiti, i objavila svoje mjerne i kalibracione mogućnosti u zvaničnoj bazi podataka BIPM-a. Zavod za metrologiju je do danas učestvovao u 7 ključnih i 4 dopunska poređenja, a kao rezultat ovih poređenja proizašlo je 19 međunarodno priznatih mjernih i kalibracionih mogućnosti (CMC), i to 18 iz oblasti temperature i 1 iz oblasti zapremine. Na ovaj način Crnoj Gori je omogućeno da prikaže svoje metrološke mogućnosti drugim nacionalnim metrološkim institutima (NMI) širom svijeta, a doprinjelo je i smanjivanju tehničkih barijera u trgovini i obezbijedilo podršku crnogorskoj privredi.

Rezolucijom 4 sa 24. sastanka CGPM o statusu država pridruženih CGPM-u je predviđeno da je status pridruženog člana samo prelazno rješenje do punopravnog članstva.

Ukoliko bi Crna Gora postala punopravni član BIPM-a, bilo bi omogućeno direktno i besplatno uspostavljanje sljedivosti u oblasti mase, električnih veličina, vremena i frekvencije, kao i jonizujućeg značenja, što bi dodatno garantovalo kvalitet usluga koje pruža Zavod za metrologiju. Kao punopravni član Crna Gora će uzeti i učešće u donošenju odluka na najvišem nivou u oblasti metrologije, što će doprinjeti jačanju svjetskog mjernog sistema.

Sprovođenje propisa neće izazvati dodatne troškove građanima i privrednim subjektima, a takođe nema opterećenja administrativnog sistema i biznis barijera.

#### 5. Procjena fiskalnog uticaja

- Da li je potrebno obezbjeđenje finansijskih sredstava iz budžeta Crne Gore za implementaciju propisa i u kom iznosu?
- Da li je obezbjeđenje finansijskih sredstava jednokratno, ili tokom određenog vremenskog perioda? Obrazložiti.
- Da li implementacijom propisa proizilaze međunarodne finansijske obaveze? Obrazložiti.
- Da li su neophodna finansijska sredstva obezbijedena u budžetu za tekuću fiskalnu godinu, odnosno da li su planirana u budžetu za narednu fiskalnu godinu?
- Da li je usvajanjem propisa predviđeno donošenje podzakonskih akata iz kojih će proistići finansijske obaveze?
- Da li će se implementacijom propisa ostvariti prihod za budžet Crne Gore?
- Obrazložiti metodologiju koja je korišćena prilikom obračuna finansijskih izdataka/prihoda.
- Da li su postojali problemi u preciznom obračunu finansijskih izdataka/prihoda? Obrazložiti.
- Da li su postojale sugestije Ministarstva finansija na nacrt/predlog propisa?
- Da li su dobijene primjedbe uključene u tekst propisa? Obrazložiti.

Nakon pristupanja, Crna Gora će morati da ispunjava sve svoje obaveze predviđene Metarskom konvencijom, uključujući i plaćanje doprinosa. Tokom prve godine, država pristupnica mora platiti dvije vrste finansijskih doprinosa: (a) godišnja članarina; i (b) naknada za pristupanje (u iznosu prve godišnje članarine). Za 2017. godinu, godišnja članarina za Crnu Goru kao državu članicu bila bi 56 306.00 eura, te bi ukupan iznos za dva doprinosa za članstvo bio 112 612.00 eura. Međutim, Rezolucijom 5 iz 2007. godine, odlučeno je da pridružena članica koja pristupa Metarskoj konvenciji plati naknadu za pristupanje umanjenu za iznos članarine plaćene za vrijeme pridruženog članstva CGPM-u, za period od maksimum pet godina pridruženog članstva. Crna Gora je kao pridružena članica, uplatila sredstva u iznosu od 52 653.00€, a u novembru 2016. godine, uplaćena su sredstva za pridruženo članstvo za 2017. godinu, u iznosu od 11 955.00 €, što znači da ukupan iznos uplaćenih sredstva iznosi 64 608.00€. Dakle, ukupan iznos za punopravno članstvo u 2017. godini je 48 004.00€ a sredstva u iznosu od 50 000.00 € su obezbijedena u budžetu Zavoda za metrologiju.

Ukoliko bi Crna Gora ostala u statusu pridruženog člana BIPM-a, članarina za pridruženo članstvo Crne Gore povećavaće se progresivno i nepovratno svake godine u roku od pet godina, do dostizanja iznosa od 90% godišnje članarine koje bi Crna Gora platila kao država članica Metarske konvencije.

#### 6. Konsultacije zainteresovanih strana

- Naznačiti da li je korišćena eksterna ekspertna podrška i ako da, kako.
- Naznačiti koje su grupe zainteresovanih strana konsultovane, u kojoj fazi RIA procesa i kako (javne ili ciljane konsultacije).
- Naznačiti glavne rezultate konsultacija, i koji su predlozi i sugestije zainteresovanih strana prihvaćeni odnosno nijesu prihvaćeni. Obrazložiti.

U izradi propisa korištene su usluge licenciranog prevodioca –tumača za engleski jezik.

U izradi propisa učestvovali su predstavnici Zavoda za metrologiju i Ministarstva ekonomije. Ministarstvo ekonomije je uputilo prijedlog zakona na davanje mišljenja, primjedbi i sugestija nadležnim ministarstvima i institucijama.

#### 7. Monitoring i evaluacija

- Koje su potencijalne prepreke za implementaciju propisa?
- Koje će mjere biti preduzete tokom primjene propisa da bi se ispunili ciljevi?
- Koji su glavni indikatori prema kojima će se mjeriti ispunjenje ciljeva?
- Ko će biti zadužen za sprovođenje monitoringa i evaluacije primjene propisa?

Prepreka za implementaciju propisa nema.

Radi ispunjavanja ciljeva sprovodiće se realizacija sljedećih procesa:

- preispitivanje deklariranih mjernih i kalibracionih mogućnosti (CMC) Zavoda za metrologiju (NMI);
- kredibilno učešće Zavoda za metrologiju, kao Nacionalnog metrološkog instituta u međunarodnim poređenjima etalona (ključnim poređenjima ili dodatnim poređenjima);
- preispitivanje sistema kvaliteta i dokazivanje kompetentnosti Zavoda za metrologiju, kao nacionalnog metrološkog instituta.

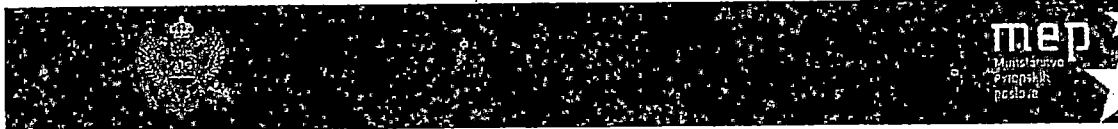
Sprovođenje i evaluaciju primjene propisa vrši Zavod za metrologiju.

Datum i mjesto

27.07.2017. godine



Starješina



MINISTAR  
EVROPSKIH POSLOVA

MINISTARSTVO EKONOMIJE  
gospođa Dragica Sekulić  
ministrica

Broj: 05/1 – 442/2  
Podgorica, 14. IX 2017.

Црна Гора  
МИНИСТАРСТВО ЕКОНОМИЈЕ  
ПОДГОРИЦА

Примљенс:	14. 09. 2017		
Орг. јед.	Број	Прилог	Вриједност
	330 - 12	2017 -	13

Uvažena gospođo Sekulić,

Dopisom broj 330-12/2017-12 od 12. septembra 2017. tražili ste mišljenje o usklađenosti Predloga zakona o potvrđivanju Metarske konvencije s pravnom tekovinom Evropske unije, saglasno članu 40 stav 1 alineja 2 Poslovnika Vlade.

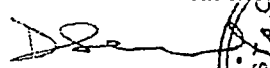

Nakon upoznavanja sa sadržinom propisa, Ministarstvo evropskih poslova je saglasno s izjavom obrađivača propisa da ne postoje odgovarajući propisi Evropske unije s kojima je potrebno obezbijediti usklađenost.

S poštovanjem,

MINISTAR  
ALEKSANDAR ANDRIJA ĐUKIĆ

**IZJAVA O USKLAĐENOSTI NACRTA/PREDLOGA PROPISA CRNE GORE S PRAVNOM  
TEKOVINOM EVROPSKE UNIJE**

		Identifikacioni broj Izjave	ME/IU/PZ/17/11
<b>1. Naziv nacrt/predloga propisa</b>			
- na crnogorskom jeziku	Predlog zakona o potvrđivanju Metarske konvencije		
- na engleskom jeziku	Proposal for the Law on Ratification of the Metre Convention		
<b>2. Podaci o obrađivaču propisa</b>			
<b>a) Organ državne uprave koji priprema propis</b>			
Organ državne uprave	Ministarstvo ekonomije		
- Sektor/odsjek	Direktorat za unutrašnje tržište i konkurenciju		
- odgovorno lice (ime, prezime, telefon, e-mail)	Biljana Jakić, 482 212 biljana.jakic@mek.gov.me		
- kontakt osoba (ime, prezime, telefon, e-mail)	Ana Martinović, 482 219 ana.martinovic@mek.gov.me		
<b>b) Pravno lice s javnim ovlaštenjem za pripremu i sprovođenje propisa</b>			
- Naziv pravnog lica	/		
- odgovorno lice (ime, prezime, telefon, e-mail)	/		
- kontakt osoba (ime, prezime, telefon, e-mail)	/		
<b>3. Organi državne uprave koji primjenjuju/sprovode propis</b>			
- Organ državne uprave	Zavod za metrologiju		
<b>4. Usklađenost nacrt/predloga propisa s odredbama Sporazuma o stabilizaciji i pridruživanju između Evropske unije i njenih država članica, s jedne strane i Crne Gore, s druge strane (SSP)</b>			
<b>a) Odredbe SSPa s kojima se usklađuje propis</b>			
Glava VI, Usklađivanje zakonodavstva, sprovođenje zakona i pravila o konkurencije, član 72			
<b>b) Stepen ispunjenosti obaveza koje proizilaze iz navedenih odredbi SSPa</b>			
	<input checked="" type="checkbox"/>	ispunjava u potpunosti	
	<input type="checkbox"/>	djelimično ispunjava	
	<input type="checkbox"/>	ne ispunjava	
<b>c) Razlozi za djelimično ispunjenje, odnosno neispunjenje obaveza koje proizilaze iz navedenih odredbi SSPa</b>			
/			
<b>5. Veza nacrt/predloga propisa s Programom pristupanja Crne Gore Evropskoj uniji (PPCG)</b>			
- PPCG za period	2017-2018		
- Poglavlje, potpoglavlje	/		
- Rok za donošenje propisa	/		
- Napomena	Donošenje zakona o potvrđivanju Metarske konvencije nije predviđeno Programom pristupanja Crne Gore Evropskoj uniji		
<b>6. Usklađenost nacrt/predloga propisa s pravnom tekovinom Evropske unije</b>			
<b>a) Usklađenost s primarnim izvorima prava Evropske unije</b>			
Ne postoji odredba primarnih izvora prava EU s kojom bi se predlog propisa mogao uporediti radi dobijanja stepena njegove usklađenosti			
<b>b) Usklađenost sa sekundarnim izvorima prava Evropske unije</b>			
Ne postoji odredba sekundarnih izvora prava EU s kojom bi se predlog propisa mogao uporediti radi dobijanja stepena njegove usklađenosti.			
<b>c) Usklađenost s ostalim izvorima prava Evropske unije</b>			
Ne postoji izvor prava EU ove vrste s kojim bi se predlog propisa mogao uporediti radi dobijanja stepena njegove usklađenosti.			

<b>6.1. Razlozi za djelimičnu usklađenost ili neusklađenost nacrt/predloga propisa Crne Gore s pravnom tekovinom Evropske unije i rok u kojem je predviđeno postizanje potpune usklađenosti</b>	
/	
<b>7. Ukoliko ne postoje odgovarajući propisi Evropske unije s kojima je potrebno obezbijediti usklađenost konstatovati tu činjenicu</b>	
Ne postoje odgovarajući propisi Evropske unije s kojima je potrebno obezbijediti usklađenost	
<b>8. Navedi pravne akte Savjeta Evrope i ostale izvore međunarodnog prava korišćene pri izradi nacrt/predloga propisa</b>	
Ne postoje izvori međunarodnog prava s kojima je potrebno uskladiti predlog propisa.	/
<b>9. Navedi da li su navedeni izvori prava Evropske unije, Savjeta Evrope i ostali izvori međunarodnog prava prevedeni na crnogorski jezik (prevode dostaviti u prilogu)</b>	
/	
<b>10. Navedi da li je nacrt/predlog propisa iz tačke 1 Izjave o usklađenosti preveden na engleski jezik (prevod dostaviti u prilogu)</b>	
Prijedlog zakona o potvrđivanju Metarske konvencije nije preveden na engleski jezik	
<b>11. Učešće konsultanata u izradi nacrt/predloga propisa i njihovo mišljenje o usklađenosti</b>	
U izradi Predloga zakona o potvrđivanju Metarske konvencije nije bilo učešća konsultanata	
<b>Potpis / ovlašteno lice obrađivača propisa</b>	<b>Potpis / ministar evropskih poslova</b>
 Datum:	 Datum:

Prilog obrasca:

1. Prevodi propisa Evropske unije
2. Prevod nacrt/predloga propisa na engleskom jeziku (ukoliko postoji)



**TABELA USKLAĐENOSTI**

<b>1. Identifikacioni broj (IB) nacrt/predloga propisa</b>		<b>1.1. Identifikacioni broj izjave o usklađenosti i datum utvrđivanja nacrt/predloga propisa na Vladi</b>		
ME/TU/PZ/17/11		ME/IU/PZ/17/11		
<b>2. Naziv izvora prava Evropske unije i CELEX oznaka</b>				
/				
<b>3. Naziv nacrt/predloga propisa Crne Gore</b>				
Na crnogorskom jeziku		Na engleskom jeziku		
Predlog zakona o potvrđivanju Metarske konvencije		Proposal for the Law on Ratification of the Metre Convention		
<b>4. Usklađenost nacrt/predloga propisa s izvorima prava Evropske unije</b>				
a)	b)	c)	d)	e)
Odredba i tekst odredbe izvora prava Evropske unije (član, stav, tačka)	Odredba i tekst odredbe nacrt/predloga propisa Crne Gore (član, stav, tačka)	Usklađenost odredbe nacrt/predloga propisa Crne Gore s odredbom izvora prava Evropske unije	Razlog za djelimičnu usklađenost ili neusklađenost	Rok za postizanje potpunog usklađenosti